

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE SERVICES

---

**Prestations de coordination médicale pour les EHPAD  
du CH Sud Gironde, CH de Bazas et du CH de  
Libourne**

---

N° du CCAP : 25FHPSGK380

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**  
12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
3.1 - Respect des règles de confidentialité.....	4
3.2 - Mesures de sécurité et de cybersécurité .....	5
4 - Protection des données à caractère personnel .....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée du contrat.....	6
5.2 - Délais d'exécution .....	6
5.3 - Reconduction .....	6
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	7
7 - Garanties Financières .....	7
8 - Avance .....	7
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable .....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
12.1 - Vérifications.....	10
12.2 - Décision après vérification .....	10
13 - Pénalités .....	11
13.1 - Pénalités de retard .....	11
13.2 - Autres pénalités .....	12
14 - Assurances .....	13
15 - Clause de réexamen.....	13
16 - Résiliation du contrat .....	14
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	14
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	15
17 - Règlement des litiges et langues .....	15
18 - Clauses complémentaires.....	15
18.1 - Suivi de l'accord-cadre .....	15
18.2 - Stipulations relatives aux formalités administratives liées à l'exécution .....	16
18.3 - Clause de laïcité - Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité .....	16
19 - Dérogations .....	16

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Prestations de coordination médicale pour les EHPAD du CH Sud Gironde, CH de Bazas, et du CH de Libourne

L'établissement support du GHT Alliance de Gironde est le CHU de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, établissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des établissements membres du GHT Alliance de Gironde (support et partie) sont listés en annexe 1 du CCAP.

Les lieux d'exécution des prestations sont indiqués sur chaque bon de commande.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Prestations de coordination médicale pour les EHPAD du CH Sud Gironde
02	Prestations de coordination médicale pour les EHPAD du CH de Bazas
03	Prestations de coordination médicale pour les EHPAD du CH de Libourne

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement partie concerné peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

Annexe 1 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations ;

Annexe 2 : Liste comptables assignataires - Trésoriers GHT Alliance de Gironde

- Le bordereau des prix unitaires ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :

Annexe 1 : Liste des établissements du GHT Alliance de Gironde

Annexe 2 : ADMSIHENG 001.1C Politique de sécurité du système d'information du CHIC

Annexe 3 : G2-ENR-001.4-SG Charte utilisation SIH intervenants extérieurs

Annexe 4 : G2-ENR-001.6-SG CHARTE D'ACCES DISTANT DU PERSONNEL AU SIH

Annexe 5 : D1CHA01\_CHARTE INFORMATIQUE CH BAZAS

Annexe 6 : Charte SI\_version finale\_ch libourne

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :

Annexe 1 : J1-PRT-011-SG Permanence des soins médicaux dans les EHPAD du CH SUD GIRONDE

Annexe 2 : A3-MO-06\_permanence soins ehpad cavaillet\_villandraut

Annexe 3 : M2-PR-01\_protocole urgence victime inconsciente

Annexe 4 : M2-PR-02\_protocole action ACR

Annexe 5 : B4-MO-03\_logigramme appel urgence

Annexe 6 : DOC 211-Appel et prise en charge d'une personne lors d'une détresse vitale au CH de Libourne

Annexe 7 : DOC 2408- Appel au centre 15 Hors Urgences Vitales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Le fichier d'éventuelles questions - réponses posées pendant la consultation ;

- La trame de mémoire technique du titulaire ;

- Les actes de sous-traitance éventuels.

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'offre technique du titulaire, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (cf. liste des pièces contractuelles mentionnée ci-dessus) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

### 3.1 - Respect des règles de confidentialité

Tout le personnel du titulaire a une obligation de respecter la confidentialité.

#### Aménagements spécifiques

Un lieu sera aménagé dans chaque EHPAD, afin de garantir le respect de la confidentialité lors des échanges, entre le médecin coordonnateur et les patients, avec les soignants.

Le médecin coordonnateur s'engage à communiquer en distanciel depuis un lieu garantissant le respect de la confidentialité.

### **3.2 - Mesures de sécurité et de cybersécurité**

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

#### **Accès aux locaux**

Tous les sites concernés sont des établissements médicaux-sociaux publics. A ce titre avant d'accéder aux sites, le titulaire doit informer le contact de chaque EHPAD avant sa venue et se conformer aux consignes données par ces derniers.

#### **Cybersécurité**

La connexion à distance doit être utilisée sur un ordinateur fixe ou portable sous Windows ou MacOS récent. Le système d'exploitation doit être maintenu à jour et protégé par un antivirus.

Tous les identifiants de connexion sont individuels.

#### **Complément Cybersécurité du lot 1**

La connexion au dossier patient informatisé (DPI) à distance se fera au travers d'un portail d'accès distant sécurisé qui nécessite une authentification forte.

L'intervenant du titulaire devra respecter la politique de sécurité des établissements. La version actuelle est fournie en annexe 2 (ADMISIHENG001.1C).

Il devra avoir signé les chartes suivantes fournies en annexe :

- Annexe 3 : G2-ENR-001.4-SG Charte utilisation SIH intervenants extérieurs
- Annexe 4 : G2-ENR-001.6-SG CHARTE D'ACCES DISTANT DU PERSONNEL AU SIH

#### **Complément Cybersécurité du lot 2**

La connexion au dossier patient informatisé (DPI) à distance se fera au travers d'un portail d'accès distant sécurisé qui nécessite une authentification forte.

L'intervenant du titulaire devra respecter la politique de sécurité des établissements. La version actuelle est fournie en annexe.

Il devra avoir signé les chartes suivantes fournies en annexe :

- Annexe 5 : D1-CHA-01 Charte informatique du CH de Bazas

#### **Complément Cybersécurité du lot 3**

La connexion au dossier patient informatisé à distance se fait en mode SaaS via la plateforme de l'éditeur et nécessite une authentification.

Tous les identifiants de connexion sont individuels. L'intervenant du prestataire doit s'engager à respecter la charte d'utilisation du SIH de l'établissement.

Annexe 6 : Charte SI\_version finale\_ch libourne

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

### 5.2 - Délais d'exécution

Le titulaire doit respecter les délais de livraison des livrables maximums imposés par l'article 6 du CCTP - Livrables attendus.

Le titulaire doit respecter le délai maximal de réponse en cas de demande non urgente sur lequel il s'est engagé dans le BPU (délai maximum plafond : 96 heures).

Le titulaire doit respecter le délai maximal de déploiement de l'accord-cadre à compter de la date d'émission du premier bon de commande, sur lequel il s'est engagé dans le BPU (délai maximum plafond : 42 jours calendaires).

### 5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix de l'accord-cadre comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations en présentiel et distanciel notamment :

- L'assurance ;
- Les frais de main d'œuvre et de personnel ;
- Les formations ;
- Les frais afférents et nécessaires à la réalisation de la prestation : déplacement, hébergement et transport ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires
- Les frais de gestion.
- La fourniture de tous les accessoires indispensables (outils utilisés, etc).

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire (=date de notification), par référence au tarif. La référence utilisée est : Tarif public du fournisseur.

Toute révision doit, pour être valable, être accompagnée de toutes les pièces justificatives. La nouvelle proposition financière devra faire apparaître les prix de l'accord-cadre de chaque produit ou des prestations du marché.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur de l'établissement support avec un préavis de 1 mois avant la date anniversaire de l'accord cadre par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante : [achat.p2h@chu-bordeaux.fr](mailto:achat.p2h@chu-bordeaux.fr)

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnisation si la hausse des prix est supérieure à 3% par an.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Adresse Chorus : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Le mode d'emploi Chorus : <https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/chorus-pro-mode-demploi>

Le dépôt de la facture dans CHORUS doit impérativement faire apparaître :

- Le numéro de marché (indiqué sur l'acte d'engagement)
- Le numéro de commande

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200 023 091 00016 (CH Sud Gironde)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263 305 609 00012 (CH de Bazas)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263 305 658 00019 (CH de Libourne)

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur



La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Suspension des prestations

#### **Cadre légal :**

Les parties reconnaissent que l'article D312-158 II du Code de l'action sociale et des familles prévoit que, lorsque l'établissement ne peut disposer du temps de coordination requis, les missions du médecin coordonnateur peuvent, dans certaines conditions, être exercées de façon dématérialisée pour une durée limitée.

#### **Condition suspensive :**

Dans le cas où l'EHPAD recrutait, de façon permanente ou temporaire, un médecin coordonnateur répondant aux conditions requises par la réglementation en vigueur pour exercer les missions définies à l'article D312-158 I du Code de l'action sociale et des familles, les prestations de coordination médicale confiées au Titulaire dans le cadre du présent marché feront l'objet d'une **suspension**.

#### **Modalités de suspension :**

- Le Titulaire sera informé par écrit (courrier ou mail) de la décision de l'EHPAD de recourir à un médecin coordonnateur, ce qui entraînera la suspension des prestations concernées.
- Cette suspension interviendra **au terme d'un préavis de deux (2) mois** à compter de la notification.
- La suspension pourra porter sur tout ou partie des prestations : si le médecin coordonnateur prend en charge un ou plusieurs EHPAD relevant de l'accord-cadre, seule la portion concernée sera suspendue ; si tous les EHPAD sont concernés, l'ensemble de l'accord-cadre sera suspendu.

#### **Effets de la suspension :**

- Pendant la période de suspension, le Titulaire ne sera plus tenu d'exécuter les prestations de coordination médicale.
- Aucune indemnité, compensation ou dommage-intérêt ne sera due au Titulaire du fait de cette suspension.
- Si la suspension concerne l'ensemble de l'accord-cadre, l'EHPAD et le Titulaire pourront, d'un commun accord, décider de la résiliation ou de la modification de l'accord-cadre.

#### **Réversibilité éventuelle :**

Si, pour quelque raison que ce soit (cessation du contrat du médecin coordonnateur, inaptitude, incompatibilité, ou décision de l'EHPAD), l'établissement redevient dans l'obligation de recourir au service de coordination externalisé, le présent accord-cadre pourra être réactivé selon les modalités initiales.

#### **Information de l'ARS :**

L'EHPAD s'engage à informer l'Agence régionale de santé (ARS) de tout recrutement de médecin coordonnateur, conformément aux obligations découlant du Code de l'action sociale et des familles, notamment en cas de recours à la télécoordination.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le prestataire doit intégrer une démarche écoresponsable dans le cadre de l'exercice de sa mission.

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement du titulaire notamment en termes d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres, stockage informatique des données...)

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, tout au long de l'exécution du marché, les mesures de développement durable décrites dans son offre.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Opérations de vérification

#### **Nature des opérations :**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et du bon de commande.

#### **Frais de vérification :**

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date d'exécution.

#### **Présence du titulaire :**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

#### **Déroulement des opérations de vérification :**

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné effectue à la fin de l'exécution de service les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Si aucune décision n'est notifiée, ces prestations sont réputées admises à l'expiration du délai de 15 jours (le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations).

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

#### **Décision après les vérifications quantitatives :**

Conformément à l'article 29.1 du CCAG-FCS, l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure d'achever les prestations dans un délai qu'il prescrit.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérifications qualitatives.

### **Décisions après les vérifications qualitatives :**

Conformément à l'article 29.2 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous :

#### **Admission :**

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations de l'accord-cadre. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours à dater de l'achèvement de l'exécution du service.

#### **Ajournement :**

Conformément à l'article 30.2, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point dans un délai de 15 jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de 15 jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

#### **Réfaction :**

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

#### **Rejet :**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet total ou partiel.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations prévues.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont fixées comme suit :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
-----------	------------	---------	------------

Retard dans l'exécution des prestations (dont livraison des livrables)	Journalière	50 € HT	En cas de retard dans l'exécution des prestations, de non-respect des délais indiqués au Bordereau de prix et au CCTP.
--	-------------	---------	--

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 13.2 - Autres pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Mauvais comportement du médecin coordonnateur ou d'un salarié du titulaire (nuisance au fonctionnement ou au calme, comportement inapproprié avec un patient, famille, médecin traitant, équipe)	Forfaitaire	500,00 €	Par cas constaté.
Faute lourde (mise en danger des personnes, maltraitance, action avec intention de nuire à autrui, dégradation ou destruction de biens), vol	Forfaitaire	5 000,00€	Par cas constaté. Pénalité accompagnée du retrait de la personne constatée et de son remplacement.  A la troisième faute constatée, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.
Etat d'ivresse (alcool ou stupéfiant)	Forfaitaire	2 000,00 €	Par cas constaté. Pénalité accompagnée du retrait de la personne constatée et de son remplacement
Non-respect de la discrétion et de la confidentialité	Forfaitaire	2 000,00€	Par cas constaté. Pénalité accompagnée du retrait de la personne constatée et de son remplacement.  A la troisième faute constatée, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.
Non-respect des obligations en matière de protection des données	Forfaitaire	2 000,00€	Par cas constaté.
Non-respect des règles d'accès distant au système d'information des sites	Forfaitaire	500,00€	Par cas constaté.

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné et les pénalités peuvent être cumulées.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

La cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Un extrait KBIS des deux sociétés (cessionnaire et cédant)

- Un courrier de demande mentionnant la date à laquelle la cession doit intervenir, les noms des sociétés et la signature d'un représentant habilité de chaque société (délégation de signature ou/et délégation de pouvoir).

Ces documents devront être envoyés par mail à l'adresse : [achat.p2h@chu-bordeaux.fr](mailto:achat.p2h@chu-bordeaux.fr)

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus ainsi que les pièces demandées.

Dans le cas où les prestations seraient transférées à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité et de discrétion, à la troisième faute constatée, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.

En cas de faute lourde (mise en danger des personnes, maltraitance, action avec intention de nuire à autrui, dégradation ou destruction de biens), vol, à la troisième faute constatée, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **Avec Résiliation**

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **Sans Résiliation**

Si le titulaire n'exécute pas une prestation prévue, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **18 - Clauses complémentaires**

### **18.1 - Suivi de l'accord-cadre**

Un référent technique sera désigné par le titulaire pour assurer le suivi de l'accord-cadre et répondre aux éventuels problèmes techniques et difficultés dans l'exécution des prestations.

Il enverra un rapport des activités du médecin coordonnateur à chaque fin de mois à l'établissement comprenant le listing des interventions avec les informations suivantes :

- Date de l'intervention ;
- Objet de l'intervention ;
- Temps consacré ;

## 18.2 - Stipulations relatives aux formalités administratives liées à l'exécution

Le titulaire s'engage à informer l'établissement support de tout changement survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre concernant les données administratives (changement de dénomination sociale, SIRET, de coordonnées bancaires...) :

Dans tous les cas de changement :

- ✓ Un extrait Kbis du Registre du Commerce
- ✓ Un courrier explicatif de ce changement signé
- ✓ Délégation de signature ou de pouvoir de la personne habilitée à engager la société.

Selon les cas :

- Sa raison sociale (nouveau nom, statut de l'entreprise ou adresse) en joignant une copie de l'extrait du Journal des Annonces Légales le cas échéant ;
- Son relevé d'identité bancaire (RIB) signé par une personne habilitée à engager la société le cas échéant ;

Ces documents devront être envoyés par mail à l'adresse : [achat.p2h@chu-bordeaux.fr](mailto:achat.p2h@chu-bordeaux.fr)

## 18.3 - Clause de laïcité - Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

## 19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures courantes et services